

Numéro 19 - 18 février 2016

**Nos ressources ne doivent pas servir à la guerre!**

## **Piquet à Calgary contre la convergence des entrepreneurs de guerre et des monopoles énergétiques**



Ligne de piquetage à la conférence ConvergeX à Calgary, 10 février 2016

**Nos ressources ne doivent pas servir à la guerre!**

• **Piquet à Calgary contre la convergence des entrepreneurs de guerre et des monopoles énergétiques**

**No Harbour For War**

• **Le nouveau gouvernement libéral de Trudeau n'est pas antiguerre - Charles Spurr**

**Des justifications intéressées pour les ventes d'armes du Canada**

• **L'augmentation des ventes d'armes indique une politique étrangère agressive - Sam Heaton**

---

**Nos ressources ne doivent pas servir à la guerre!**

## **Piquet à Calgary contre la convergence des entrepreneurs de guerre et des monopoles énergétiques**

Le 10 février à Calgary, une ligne de piquetage à l'extérieur de la conférence ConvergeX 2016 a servi un NON ferme à la rencontre de certains des plus grands entrepreneurs de guerre et

monopoles de l'énergie en Amérique du Nord. La conférence a examiné comment les deux secteurs peuvent collaborer pour augmenter leurs profits. Parmi les participants, aux côtés des nombreux délégués des monopoles de l'armement, on comptait deux ministères fédéraux, Industrie Canada et Diversification de l'économie de l'Ouest du Canada.

Des entrepreneurs de guerre américains comme Lockheed Martin, General Dynamics, General Electric, Raytheon, General Atomics y étaient aussi de même que les entreprises britanniques Babcock et Meggitt et le monopole français Thales. Les monopoles énergétiques américains présents comprenaient Suncor, Halliburton, Enbridge, ConocoPhillips, Weatherford et MEG Energy, ainsi que la société norvégienne Statoil et Cofely Fabricom/GDF-Suez de France. Le gouvernement canadien a également participé et donné son entier appui à ConvergX par le biais de la participation de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui est responsable de l'acquisition de biens et services au nom des ministères et organismes du gouvernement du Canada.



Les piqueteurs ont scandé « Les profiteurs de guerre ne sont pas les bienvenus », « Nos ressources, pas pour la guerre », « Le Canada a besoin d'un gouvernement antiguerre », « Canada hors de l'OTAN », « Ne touchez pas à la Syrie et à l'Irak » et « Du soleil et du vent sur le sable, pas du sang », créant une atmosphère très vivante qui a attiré l'attention des passants. Les Raging Grannies ont également animé l'action de leurs chansons pour la paix, contre la guerre et pour la justice sociale.

Pour conclure l'action, Peggy Askin a parlé au nom du Calgary Forum for People's Empowerment (Forum de Calgary pour l'habilitation du peuple, le CFPE ) qui a organisé la ligne de piquetage. Elle a félicité tout le monde de son travail pour faire un succès de l'action. « Nous voulons que le Canada soit une force pour la résolution pacifique des conflits, pas un pays avec un programme d'agression et de guerre », a déclaré Peggy. « Cette conférence fait partie des préparatifs de guerre et de l'intégration plus poussée du Canada dans la machine de guerre américaine. Cela va à l'encontre des intérêts des peuples du Canada et du monde. Les Canadiens ne vont pas accepter que le gouvernement fédéral ou tout autre niveau de gouvernement au Canada donnent leur appui aux objectifs des entrepreneurs de guerre et à leurs partenaires de l'industrie de l'énergie afin de tirer profit de la mort, de la destruction et des souffrances qu'apportent la guerre et l'agression », a-t-elle dit.

Peggy a souligné que pendant la récente élection fédérale, le Parti libéral a dit s'opposer à l'extrémisme du gouvernement Harper. Sa plateforme comprenait la phrase « Nous allons mettre fin à la mission de combat du Canada en Irak ». Pourtant, maintenant qu'ils sont au pouvoir, les libéraux de Trudeau augmentent en fait la participation du Canada à l'agression menée par les États-Unis pour un changement de régime en Syrie et à leur agression et leur ingérence au Moyen-Orient, a-t-elle dit. « Les Canadiens ne toléreront pas ce bellicisme



croissant au nom de la soi-disant responsabilité de protéger », a déclaré Peggy, déclarant en conclusion que « le Canada a besoin d'un gouvernement antiguerre ! »

Le CFPE a distribué un tract qui se lit ainsi : « Selon l'organisateur principal, qui a des liens de parenté avec le SCRS et les militaires, l'objectif central de ConvergX est de réunir ensemble les entrepreneurs de guerre et les monopoles du pétrole afin de conscientiser les cadres de l'industrie pétrolière et gazière au programme de compensation du gouvernement canadien, qui est géré par le ministère de l'Industrie. La politique de compensation, créée en 1986, requiert que les entrepreneurs de guerre étrangers octroient des sous-contrats et fassent des investissements dans les secteurs de haute technologie de l'économie canadienne selon un montant habituellement équivalent à la valeur du contrat de guerre obtenu. Cela peut évidemment inclure le secteur de l'énergie.

« Les accords de compensation sont des pratiques commerciales légales dans les industries militaires et de l'aérospatiale, même si dans d'autres contextes, ce serait appelé de la corruption. Il est bien évident que ces contrats peuvent créer indûment un besoin particulier en acquisition de défense, influencer la décision entre les concurrents pour l'octroi du contrat principal et permettre le remboursement de faveurs aux fonctionnaires corrompus du gouvernement par l'intermédiaire des contrats de compensation. En outre, les contrats de compensation peuvent être sans rapport avec les armes qui sont vendues. Par exemple, Lockheed Martin a vendu des avions F-16 pour 6,4 milliards \$ aux Émirats arabes unis (ÉAU), puis a satisfait aux exigences de compensation en investissant 160 millions \$ dans ' le portefeuille d'investissement ' lié aux hydrocarbures des ÉAU », écrit le CFPE.



« Ce n'est pas par hasard que la grande majorité des monopoles de guerre et de l'énergie présents à ConvergX proviennent des États-Unis. L'armée américaine est le plus grand consommateur institutionnel de pétrole dans le monde, consommant plus de 100 millions de barils de pétrole par an pour alimenter ses navires, véhicules, aéronefs et ses opérations au sol. ConvergX est une étape de plus dans l'intégration de Canada à la machine de guerre impérialiste américaine dans laquelle l'appareil militaire et de sécurité du Canada est pris en

charge par des intérêts privés, principalement des États-Unis, sans opposition de la part de quelque niveau de gouvernement que ce soit. Tout cela va totalement à l'encontre des intérêts des travailleurs et est uniquement destiné à profiter aux plus grands monopoles et à leurs demandes insatiables pour la sécurité et le profit maximum », a souligné CFPE.

La conférence comprenait une session intitulée « Du champ de bataille aux champs pétrolifères » et une autre à propos de drones appelée « Systèmes sans pilote à bord ». La session « Du champ de bataille aux champs pétrolifères » a été animée par un représentant de General Dynamics Canada. Ce fabricant d'armes américain a conclu un contrat de 14,8 milliards \$ avec le gouvernement canadien pour fournir des véhicules blindés à l'Arabie Saoudite, un montant égal à plus de 95 % de toutes les exportations militaires canadiennes en 2013-2014. L'accord, négocié sous le gouvernement Harper par la société d'État Corporation commerciale canadienne, a été approuvé par le nouveau gouvernement Trudeau. L'Arabie Saoudite et ses alliés mènent actuellement une guerre brutale contre le Yémen et s'ingèrent aussi en Syrie.



---

## No Harbour For War

# Le nouveau gouvernement libéral de Trudeau n'est pas antiguerre

- Charles Spurr-



Depuis les élections du 19 octobre 2015, un grand nombre de Canadiens ont célébré la fin du régime mesquin, arrogant et belliciste de Stephen Harper.

Les libéraux de Justin Trudeau font tout ce qu'ils peuvent pour encourager cet esprit de célébration et convaincre les gens que les temps ont vraiment changé. Ce nouveau gouvernement est-il vraiment le gouvernement anti-guerre que plusieurs, y compris l'organisation antiguerre de Halifax, No Harbour For War, réclament ?

Les médias monopolisés font grand bruit que les libéraux respectent leur engagement d'arrêter les missions canadiennes de frappes en Irak et en Syrie, et se concentrent plutôt sur la formation de policiers et de soldats irakiens et kurdes. Le gouvernement Trudeau aurait une politique étrangère de pacifiste. L'opposition conservatrice et d'autres avec elle disent que les frappes doivent se poursuivre, en particulier suite aux attaques terroristes de Paris. Entretemps, les missions canadiennes de frappes se poursuivent et elles pourraient même s'intensifier et les libéraux prétendent que la formation de troupes est le point fort du Canada et une meilleure contribution à l'effort de guerre que les bombardements.

Le gouvernement libéral est toujours un membre actif des alliances militaires agressives dirigées par les États-Unis, l'OTAN et NORAD, deux vestiges de la Guerre froide. Cela attache le Canada au chariot de guerre de l'empire américain au Moyen-Orient et continue l'engagement pris du

temps de Harper d'appuyer le régime fanatique, antirusse et néonazi de l'Ukraine. Le Canada est toujours en Afghanistan pour aider les États-Unis à combattre les résistants afghans qu'on nomme collectivement « talibans » d'après le gouvernement afghan d'avant l'invasion. En dépit du bombardement américain des hôpitaux tel l'hôpital de Médecins Sans Frontières à Kunduz le 3 octobre 2015 dans le nord de l'Afghanistan, et du scandale toujours en cours de la complicité canadienne dans la torture et la maltraitance de prisonniers par les États-Unis, le gouvernement libéral maintient l'intervention canadienne dans ce pays.



Avant de devenir ministre de la Défense, Harjit Singh Sajjan, s'est vu confier trois missions en Afghanistan. En tant qu'agent du renseignement, il aurait joué un rôle clé pour réorienter et peaufiner la campagne visant à éliminer la résistance en Afghanistan. On dit de cette résistance qu'elle est l'oeuvre de « talibans », de « bandits » et de « trafiquants » pour mieux masquer la véritable nature du conflit dans ce pays et le fait que ces « bandits » et « trafiquants » sont des créatures des envahisseurs étrangers ou des gens à leur solde. Pendant ce temps, ce qui ressort ce sont les histoires de meurtre, de torture et de déshumanisation du peuple afghan, en particulier de ceux qui osent dire non à l'invasion dirigée par les États-Unis et y résistent.

Puis, il y a l'appui continu à la marine canadienne de haute mer. Parmi les promesses faites par les libéraux aux dernières élections fédérales, on comptait celle de contribuer à la construction de bâtiments et de mener à bien le programme d'approvisionnement de Stephen Harper. Les Libéraux avaient dit : « Ces investissements permettront à la Marine royale canadienne de fonctionner comme une véritable flotte de haute mer et contribueront à la croissance de notre économie, ainsi qu'à la création d'emplois. » On parle donc d'une marine qui ne se limite pas à la défense du territoire canadien, mais qui peut être déployée partout dans le monde dans le cadre des opérations militaires menées par les États-Unis.

En fait, rien de ce que fait le nouveau gouvernement Trudeau est antiguerre. Il représente la même belligérance que le gouvernement précédent, moins bruyante peut-être que celle de la bande à Harper, et couverte de la prétention de promouvoir le maintien de la paix.

***Ne touchez pas à la Syrie, à l'Irak ni à l'Ukraine !  
Ramenez les troupes au pays !  
Le Canada a besoin d'un gouvernement antiguerre !***

*(No Harbour For War, le 2 février 2016)*



---

**Des justifications intéressées pour les ventes d'armes du Canada**  
**L'augmentation des ventes d'armes indique une**  
**politique étrangère agressive**

*- Sam Heaton -*



On entend beaucoup dire que le contrat de 14,8 milliards \$ pour vendre le véhicule blindé léger III (VBL III) à l'Arabie saoudite représente une aberration par rapport aux exportations d'armes habituellement contrôlées du Canada et que des mesures additionnelles sont requises pour faire en sorte que de tels pays du genre ne reçoivent pas d'armes fabriquées au Canada ou que ces armes ne soient pas utilisées pour violer les droits humains. Cela masque le fait que plus de la moitié des exportations d'armes du Canada ne font pas l'objet de rapports et sont liées à la machine de guerre des États-Unis et que plus de la moitié des exportations qui ne vont pas aux États-Unis sont destinées à des membres de l'alliance agressive de l'OTAN.

La prédominance des États-Unis comme destination pour les armes de tout type de fabrication canadienne contredit l'idée avancée par le gouvernement que les ventes d'armes du Canada « ne sont pas préjudiciables pour la paix, la sécurité ou la stabilité ». Bien que le rapport de 2012-2013 du gouvernement canadien sur ses ventes d'armes conclut en soulignant que « tous les États ont le droit légitime de se défendre », les pays destinataires principaux des exportations canadiennes, incluant les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Australie, l'Allemagne, l'Italie, la Corée du Sud, l'Arabie saoudite et d'autres, ne sont pas engagés dans des actions de légitime défense. Tous sont engagés dans des actions agressives et provocatrices incluant l'invasion et l'occupation de pays souverains.

La Corporation commerciale canadienne (CCC), une société d'État, a conclu une entente en 2014 pour vendre à l'Arabie saoudite un nombre non dévoilé de véhicules blindés légers III (VBL III) pour un montant de 14,8 milliards \$. On dit du contrat qu'il est la plus grande exportation (enregistrée) militaire de tous les temps. Le contrat a été conclu par General Dynamics Land Systems (GDLS), qui produit le VBL III actuellement utilisé par les forces armées du Canada, de la Nouvelle-Zélande, de l'Arabie saoudite et de la Colombie. Un véhicule similaire vendu par GDLS, le Stryker, est utilisé par les États-Unis. Le VBL III typique est équipé d'une mitrailleuse coaxiale ou d'un canon comme armement principal et d'une mitrailleuse comme armement secondaire ainsi que de lance-grenades. Ces véhicules peuvent également être équipés de systèmes de missiles anti-chars et antiaériens et d'autres appareils. C'est bien connu que l'Arabie saoudite a recours aux VBL pour la suppression violente des manifestations de masse des citoyens Saoudiens luttant pour leurs droits et qu'elle mène aussi une campagne brutale au Yémen appuyée

par les États-Unis. Elle a annoncé qu'elle s'apprête à envahir la Syrie pour y imposer un changement de régime.

Affaires mondiales Canada (anciennement ministère des Affaires étrangères et du Commerce international) annonçait au début février que la vente de VBL à l'Arabie saoudite ne serait pas sujette aux protocoles du Traité sur le commerce des armes. Le but de ce traité multilatéral est d'établir « les normes communes les plus strictes possibles aux fins de réglementer ou d'améliorer la réglementation du commerce international d'armes classiques » et « prévenir et éliminer le commerce illicite d'armes classiques et empêcher le détournement de ces armes » afin de « contribuer à la paix, la sécurité et la stabilité internationales et régionales », « réduire la souffrance humaine » et « promouvoir la coopération, la transparence et l'action responsable des États Parties dans le commerce international des armes classiques [...] ». Dans sa lettre de mandat au ministre des Affaires étrangères Stéphane Dion, le premier ministre Trudeau a demandé à Dion de signer le Traité dans le cadre des efforts pour « donner un souffle nouveau à la diplomatie et au leadership du Canada relativement à d'importants enjeux internationaux et au sein d'institutions multilatérales ».



**Le véhicule blindé léger III (VBL III)  
fabriqué en Ontario.**

« Le Traité sur le commerce des armes ne s'applique pas à ce contrat spécifique, le Canada n'étant pas encore un État Partie du Traité sur le commerce des armes », a dit aux médias le porte-parole d'Affaires mondiales François Lasalle. D'autres ont souligné que c'est une pratique standard pour les États de commencer à se conformer aux traités dès que l'intention d'y adhérer a été annoncée. L'ancien diplomate Paul Meyer a dit au *Globe and Mail* que la déclaration du gouvernement « n'a pas de sens ». Le Traité sur le commerce des armes est censé être « plus fort » que la réglementation canadienne en ce qui concerne les exportations militaires, laquelle donne au gouvernement une large discrétion pour prendre des décisions sur quelles exportations sont permises. Un autre porte-parole d'Affaires mondiales a dit aux médias que le « Canada se conforme déjà à la plupart des obligations du Traité sur le commerce des armes. ».

Des rapports du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international indiquent que le Canada a exporté une valeur de 4,15 milliards \$ d'armes de 2007 à 2013. Les exportations vers les États-Unis sont gouvernées par l'*Accord sur le partage de la production de défense* (APPD) signé par les gouvernements des États-Unis et du Canada en 1956 et la plupart des exportations de « groupe 2 »[1] aux États-Unis ne requièrent pas de permis. Par conséquent, le gouvernement ne rapporte pas les statistiques sur les exportations militaires vers États-Unis. Les rapports des années antérieures notaient que les ventes canadiennes d'armes aux États-Unis égalaient vraisemblablement ou excédaient les ventes à tous les autres pays combinés. Outre les États-Unis, l'Arabie saoudite était le plus gros acheteur d'armes fabriquées au Canada de 2012-2013, une valeur combinée de 575 millions \$. Durant la même période, les exportations d'armes du Canada officiellement rapportées ont augmenté de 22 %.

Une étude de 2012 de la firme comptable KPMG pour l'Association des industries canadiennes de défense et de sécurité (AICDS) intitulée *Economic Impact of the Defence and Security Industry in Canada* (Impact économique de l'industrie de la défense et de la sécurité au Canada) brosse un

portrait plus complet. Elle indique que pour 2011, l'industrie de la défense et de la sécurité a généré 12,6 milliards \$ en revenus, plus ou moins également divisés entre les ventes domestiques et à l'étranger. Au Canada, le ministère de la Défense nationale était le plus grand client, représentant 84,3 % de ces ventes. Les ventes estimées à l'étranger de 6,4 milliards \$ sont plus élevées que les estimés du gouvernement fédéral pour les six années des rapports récents combinés, et seulement légèrement inférieures lorsque le nombre est divisé par deux pour tenir compte de l'absence de données américaines dans les rapports officiels.

Le rapport le plus récent de 2012-2013 du gouvernement fédéral indique : « Le maintien de la paix et de la sécurité sont des objectifs prioritaires de la politique étrangère du Canada. Ainsi, le gouvernement du Canada s'efforce de veiller à ce que les exportations de marchandises militaires du Canada ne



nuisent pas à la paix, à la sécurité ou à la stabilité dans n'importe quelle région du monde ou à l'intérieur de n'importe quel pays. » Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité. Cette déclaration et les prétentions du même ordre comprises dans les Rapports sur les exportations de marchandises militaires du Canada remontant à 2000 ou avant sont un bon exemple de l'hypocrisie du gouvernement. Les rapports disent même avec fierté que plus de 95 % des exportations d'armes vont vers des pays à « très haut indice de développement humain » comme si cela montrait que ces grandes puissances, ces États bellicistes, sont des modèles de vertu.

Le rapport le plus récent indique que le Canada « contrôle rigoureusement les exportations de marchandises et de technologies militaires » vers les pays qui, entre autres, « constituent une menace pour le Canada et ses alliés », « sont engagés dans un conflit ou qui risquent de l'être sous peu » et « où les droits humains de leurs citoyens font l'objet de violations graves et répétées de la part du gouvernement, à moins qu'il puisse être démontré qu'il n'existe aucun risque raisonnable que les marchandises puissent être utilisées contre la population civile ».

Un examen des États que le Canada favorise pour ses exportations militaires montre que c'est totalement faux. Non seulement sont-ils tous impliqués dans des actions agressives à l'extérieur de leurs frontières mais des pays comme la France amendent à l'heure actuelle leurs constitutions pour instaurer un état d'urgence permanent afin de violer les droits de leurs citoyens. Les justifications intéressées pour les ventes d'armes du Canada ne sont pas seulement un déni de l'expérience de l'humanité sur la façon dont la paix est réellement gagnée et maintenue mais montrent comment de véritables mensonges sont proférés pour masquer ce qui se passe.

## Notes

1. Groupe 2 de la LMTEC du Canada

2-1 Armes à canon lisse d'un calibre de moins de 20 mm, autres armes et armes automatiques d'un calibre de 12,7 mm ou moins et accessoires

2-2 Armes à canon lisse d'un calibre égal ou supérieur à 20 mm, autres armes ou armements ayant un calibre supérieur à 12,7 mm, lanceurs et accessoires

2-3 Munitions et dispositifs de réglage de fusée et leurs composants spécialement conçus

2-4 Bombes, torpilles, roquettes, missiles et autres charges et dispositifs explosifs et équipement et accessoires connexes, spécialement conçus pour l'usage militaire

2-5 Matériel de conduite de tir et matériel d'alerte et d'avertissement connexe, systèmes et matériel d'essai, d'alignement et de contre-mesure connexes, spécialement destinés à l'usage militaire, et leurs composants et accessoires spécialement conçus



- 2-6 Véhicules terrestres et leurs composants
- 2-7 Agents chimiques ou biologiques toxiques, agents antiémeutes, substances radioactives, équipement, composants et matériaux connexes
- 2-8 Matériels énergétiques et substances connexes
- 2-9 Navires de guerre, matériel et accessoires navals spécialisés et leurs composants, spécialement conçus pour l'usage militaire
- 2-10 Aéronefs, aérostats, véhicules aériens sans pilote, moteurs et matériel d'« aéronef », matériel connexe et composants, spécialement conçus ou modifiés pour l'usage militaire
- 2-11 Matériel électronique non visé ailleurs et composants
- 2-12 Systèmes d'armes à énergie cinétique à grande vitesse et matériel connexe, et leurs composants spécialement conçus
- 2-13 Matériel et constructions blindés ou de protection et leurs composants
- 2-14 Matériel spécialisé pour l'entraînement ou les mises en situation militaires, simulateurs spécialement conçus pour la formation à l'utilisation des armes à feu ou des armes visées par les articles 2-1 ou 2-2, et ses composants et accessoires spécialement conçus
- 2-15 Matériel d'imagerie ou de contre-mesures spécialement destiné à l'usage militaire et ses composants et accessoires spécialement conçus
- 2-16 Pièces forgées et coulées et autres produits non finis dont l'utilisation dans un produit visé est reconnaissable par la composition, la géométrie ou la fonction du matériel, et spécialement conçus pour tout produit visé dans les articles 2-1 à 2-4, 2-6, 2-9, 2-10, 2-12 ou 2-19
- 2-17 Autres équipements et matériaux, et leurs composants spécialement conçus
- 2-18 Matériel pour la fabrication de produits cités dans la Liste de matériel de guerre
- 2-19 Systèmes d'armes à énergie dirigée, matériel connexe ou de contre-mesure et modèles d'essai, et leurs composants spécialement conçus
- 2-20 Matériel cryogénique et « supraconducteur », et ses composants et accessoires spécialement conçus
- 2-21 Logiciels
- 2-22 Technologie

*(Rapport sur les exportations de marchandises militaires du Canada -2012-2013, Affaires mondiales Canada. Ibid. 2010-2011; Ibid. 2007-2009. Economic Impact of the Defence and Security Industry in Canada, KPMG Advisory Services, mai 2012. Project Ploughshares.)*



---

**Lisez Le Marxiste-Léniniste**  
**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**